

Steven Vandeput

«Je suis droit dans mes bottes»

LES PHRASES CLÉS

«Qu'on m'amène le début du commencement d'une preuve que la procédure (de remplacement des F-16) est biaisée.»

«Il est clair que certains militaires ont eu à un moment donné une pensée politique et cela, ils n'en ont pas le droit.»

«Quand on a une coalition internationale qui dit: 'il faut lutter contre l'État islamique', on ne peut pas rester les bras croisés au bord de la route en disant aux autres: allez-y, faites le boulot.»

MARTIN BUXANT

O n n'a pas tous les jours 51 ans. Vendredi, 8h15. Dans ce cabinet qui en a pourtant vu d'autres – André Flahaut, Pieter De Crem sont passés par là –, il y a un lapin de Pâques. En chocolat. Et derrière ce lapin, il y a un ministre. Un ministre de la Défense. Un ministre N-VA. Un ministre qui, depuis plusieurs jours, affronte de violentes charges politiques d'une opposition démontée.

C'est nouveau, ça, un ministre N-VA dans le collimateur. D'habitude, la N-VA mène la charge elle-même. «Je comprends parfaitement le petit jeu politique qui est en train de se jouer: on veut absolument faire tomber la tête d'un ministre N-VA», siffle Steven Vandeput.

Il s'assied.

On lui sert un café.

Il dit: «Aujourd'hui, c'est mon anniversaire.»

Il en est de certains dossiers politiques comme du monstre du Loch Ness: tout le monde en parle mais on ne l'a pas (encore) vu. Le remplacement des avions de combat F-16 est à ranger dans cette catégorie. Mis à l'agenda par le gouvernement fédéral, le remplacement des 54 avions est loin – mais encore très loin – d'être tranché.

Et il vaut aujourd'hui à Steven Vandeput d'être taxé de partialité pro-américaine en vue de favoriser l'avion F-35 comme successeur du F-16.

Le dossier est biaisé, lui dit-on.

Et ça l'énerve.

«C'est entièrement faux. Qu'on m'amène le début du commencement d'une preuve que la procédure est biaisée. Je n'ai pas de candidat favori, c'est très clair. Ma vision stratégique est là, l'appel au marché public (RfGP) est là et bien là. Alors oui, il y a des documents de travail internes qui existent et qui contredisent cette vision et le RfGP, mais cela ne se retrouve au final ni dans le RfGP ni dans ma vision stratégique. Donc, ceux qui parlent de biais ou d'influence se trompent. Cela n'existe pas.»

Fuites, pression, rumeurs

Coup sur coup, ces derniers jours, des documents internes à la Défense ont fuité, mettant le ministre en position délicate. «Écoutez, il y a des dizaines de notes de collaborateurs qui existent, je ne peux quand même pas empêcher les gens de penser, de travailler, de réfléchir et de s'échanger des notes, mais ça ne veut pas dire que je cautionne ces notes. Alors, là on fait fuiter un document interne qui date de 2015

mais qui n'a eu aucune incidence ni influence sur la procédure de remplacement. Moi, je suis responsable de mes actes. Et là, tout est transparent et se retrouve sur mon site internet.»

Des fuites, de la pression, des rumeurs. «Les fuites, c'est grave. C'est clair. On mène une enquête pour éclaircir tout cela mais si quelqu'un estime qu'un document est important dans le cadre du remplacement des F-16, il me le donne à moi et pas à un parti d'opposition. Je suis accessible, on trouve mes coordonnées sur internet. Je ne dis pas que cette fuite a été faite pour me nuire mais l'utilisation qui est faite de cette fuite par les socialistes est délirante. On m'a attaqué professionnellement mais aussi personnellement comme jamais vu. Et puis la presse a emboîté le pas simplement parce qu'on aimerait faire tomber un ministre N-VA. Ce à quoi on est en train d'assister, c'est à une vraie chasse à l'homme.»

Et il place encore ceci en guise d'avertissement: «Moi, je suis droit dans mes bottes. Si j'avais démissionné, rien n'aurait changé car les dossiers tiennent la route. J'attends les résultats des audits sur les fuites et ensuite je prendrai des mesures. Car il est clair que certains militaires ont eu à un certain moment donné une pensée politique et cela, ils n'en ont pas le droit.»

A donc ressurgi avec cette note le débat de fond sur la prolongation des actuels avions de chasse plutôt que leur remplacement. «J'ai toujours dit qu'on pouvait prolonger les F-16. Mais il faut se demander alors deux choses. Quel est le prix de cette prolongation? Et ensuite: cela a-t-il du sens au niveau militaire et opérationnel? Franchement, j'ai les plus grands doutes. Et au niveau du prix, ce sera très cher. Il faut en être conscient. Nous serons les derniers Européens à travailler avec des F-16, la Norvège, le Danemark et les Pays-Bas ont décidé de les remplacer, donc, c'est fini, toutes les synergies et les économies d'échelle ne pourront plus avoir lieu. On va avoir des coûts de développement très importants si on prolonge les vieux F-16, c'est très clair. Donc, je pense que cette option n'en est pas une.»

Il vide sa tasse de café.

Et reprend en mettant une pierre dans le jardin de Pieter De Crem. «Contrairement à mon prédécesseur, qui voulait absolument remplacer les F-16, moi, quand j'ai repris le département de la Défense, je suis parti d'une page blanche, et comme un bon père de famille, j'ai fait analyser les différentes options qui s'offraient à nous. On a vu que la prolongation

n'était pas un choix judicieux. Allez, quand on dit que je suis biaisé, je vous pose la question: vous pensez réellement que deux constructeurs seraient candidats pour remplacer les F-16?

Vous avez vu leur motivation à tous les deux? Cela prouve bien que je ne balance d'aucun côté et que le marché est équitable. Même ceux qui se sont retirés ne se sont pas plaints que ce n'était pas équitable.»

L'offre française

Et puis, dans cette histoire d'avions à remplacer, il y a la France.

Ou plutôt la proposition française de faire du Rafale un avion sur-mesure pour succéder aux F-16. «On est dans une procédure. Le 17 mars 2017, le gouvernement m'a autorisé à lancer l'appel de marché pour remplacer les avions. Le 7 septembre, on a eu deux offres et on a eu la lettre française pour le Rafale, et le 14 février on a clôturé les offres finales. En ce moment, on évalue les offres et je vais ensuite produire un rapport et on ira au gouvernement en disant ceci; de notre appel d'offres deux candidats ont émergé, voici, sur les différents critères, les choix que nous posons. Ce sera la fin de la procédure et j'ai bien l'intention de clôturer cette procédure comme ministre de la Défense. Mais à côté de cette procédure, il y a la lettre française. C'est un élément à considérer quand le gouvernement prendra sa décision.»

L'offre française rapporterait davantage aux entreprises belges, plaide le secteur aéronautique francophone. Vandeput répond:

«Mais les retombées économiques font partie des critères de sélection. Je regrette que les Français aient choisi de ne pas intégrer la procédure car je considère le Rafale comme un très bon candidat. Ils ont des atouts mais ils ne sont pas dans la procédure.»

Alors on lui balance qu'il est pro-américain à 200%. Comme son parti, d'ailleurs, la N-VA ne s'en est jamais caché.

Il souffle: «Non! Je pense que le lien transatlantique est très important pour l'Europe mais je n'ai pas de préférence, je vous assure.»

Passent quelques secondes.

Et il dit ceci comme s'il se confessait. «J'ai bien conscience que l'investissement qu'on demande aux gens pour l'armée et les avions n'est pas évident. Loin de là. Je comprends parfaitement cela mais il faut regarder la Défense comme une assurance. Personne n'aime payer son assurance-incendie, pourtant on le fait et si un jour la maison brûle, on est protégé. Ici, la Défense, c'est notre assurance-sécurité. Si le monde était autre, on se passerait d'armée. Mais ce n'est pas possible, la réalité est là. On a des partenariats européens, au niveau des Nations unies et de l'Otan. Si on a des partenariats, il y a des engagements à respecter. Tout le monde doit contribuer d'une manière ou l'autre. Les Américains sont venus nous aider durant la Seconde

guerre mondiale: est ce qu'on peut attendre aujourd'hui qu'un partenaire vienne nous aider si on ne respecte pas nos engagements?»

Poutine, Trump, l'«État islamique»...

Mais le danger est moindre!, risqué-t-on. On n'est pas en 1939.

Il bondit: «Moi, à l'est, je vois Vladimir Poutine. Et je constate qu'il est pour le moins imprévisible. De l'autre côté, il y a Donald Trump, dont on ne connaît pas non plus le degré de stabilité. Et au milieu de cela, on a le terrorisme. Quand on a une coalition internationale qui dit: 'il faut lutter contre l'État islamique', on ne peut pas rester les bras croisés au bord de la route en disant aux autres: allez-y, faites le boulot.»

Donc, Steven Vandeput veut faire le boulot. «Par exemple, pourquoi investit-on au Sahel et au Mali? Mais si on crée la stabilité là-bas, on

leur donne la possibilité d'avoir un futur là-bas et la pression migratoire va redescendre sur l'Europe. On doit répéter cela aux gens. Faire davantage de pédagogie. Mais c'est vrai que tout cela représente beaucoup d'argent. On doit avoir une Défense qui peut être déployée et toutes les dimensions de l'armée sont importantes, on a dit cela dès 2015. Investir dans les avions, dans la capacité de transport pour les troupes terrestres, remplacer les frégates et chasseurs de mines avec les Pays-Bas et entrer dans les projets européens de drones.»

Même si les attaques politiques l'ont touché, Vandeput dément ne pas briguer un second mandat à la Défense pour cette raison. «J'aime beaucoup être ministre de la Défense. Mais ce que je dis c'est que, si je regarde le passé, faire un second mandat à la Défense n'est jamais bon. On n'a plus la même valeur ajoutée,

c'est très clair. Je crois que la garantie de performance de la Défense passe par de l'innovation. Cela n'a rien à voir avec le fait que j'aime ou je n'aime pas la Défense. C'est comme un architecte, si tu veux rénover ta maison après dix ans, tu ne dois pas faire appel au même architecte car toutes ses meilleures idées, il les a mises dans son projet initial. Je suis un homme de réalisations: j'ai beaucoup planifié, maintenant je veux des résultats.»

On a parfois l'impression que les militaires décident à la place des ministres... «C'est une remarque qui peut être faite pour toutes les administrations. La Défense, c'est une administration avec une culture très spécifique. Mais je dois quand même le dire: ils sont loyaux. Dès le premier jour où je suis entré ici comme ministre, moi un nationaliste flamand, ils m'ont suivi loyalement.»